



Déclaration de George ALOGOSKOUFIS, Ministre de l'économie et des finances de Grèce, au sujet de la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres, au nom de la Présidence grecque

Paris, le 15 Mai

La Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres est une opportunité majeure pour les pays membres et non membres d'échanger leurs points de vue sur les développements économiques globaux, de comparer les bonnes pratiques, de débattre des priorités de chacun et de prolonger et d'approfondir la coopération et la coordination des politiques nationales.

Au travers du thème retenu cette année, « assurer la prospérité », l'accent sera mis sur les réformes qui peuvent préparer un monde plus sûr et plus prospère pour nos concitoyens.

La Réunion du Conseil, qui se tiendra les 23 et 24 Mai prochains, se décomposera en cinq sessions :

La première portera sur les perspectives économiques, c'est-à-dire les grandes lignes de l'évolution actuelle et à court terme de l'économie mondiale. Cette année, les *Perspectives économiques* seront publiées dès leur présentation à la Réunion du Conseil. Ceci donnera l'occasion aux ministres d'en débattre et d'en commenter publiquement les conclusions.

Comme nous le savons tous, la croissance mondiale est forte pour la quatrième année consécutive. Néanmoins, il faut encore s'attaquer à certains déséquilibres notables. Parmi les défis auxquels nous devons faire face, il faut citer celui posé par la hausse des prix de l'énergie ou encore la nécessité de mieux coordonner les politiques monétaires pour tenir compte des déséquilibres fiscaux, des déficits et excédents des balances des paiements et des hausses des prix, par exemple, sur les marchés d'investissement. Je suis convaincu que les discussions nous conduiront à des conclusions intéressantes et nous permettront de se mettre d'accord sur des initiatives pour faire face à ces déséquilibres.

Pendant la deuxième session, les débats porteront sur les moyens d'assurer la prospérité globale et d'améliorer les performances économiques. Les ministres auront la possibilité d'explorer les politiques structurelles qui peuvent aider à réduire les déséquilibres tout en permettant une croissance durable à long terme. Nous débattons également de sujets clés, tels que les politiques d'innovation et de recherche et de développement, la modernisation des systèmes éducatifs, et les programmes de formation tout au long de la vie, qui peuvent entraîner des gains de productivité considérables et, par là même, aider à réduire les risques associés au vieillissement de la population dans la plupart des pays de l'OCDE.

La troisième session portera sur la mise en œuvre de réformes visant à promouvoir la croissance et la création d'emplois. Comme le sait tout ministre des finances et de l'économie, les réformes doivent être soigneusement planifiées, fondées sur un consensus social solide et menées avec une détermination sans faille afin d'atteindre leurs objectifs. En particulier, la construction du consensus passe par une explication exhaustive des problèmes et une présentation détaillée des coûts et des bénéfices de la réforme proposée. Il est donc indispensable d'obtenir le soutien le plus large possible pour tout agenda réformiste, au risque de le voir se retourner contre vous. Ceci est particulièrement vrai dans les domaines sociaux sensibles, tels que le marché du travail ou la sécurité sociale. Je pense que cette session nous posera les défis les plus importants.

La quatrième session portera sur les perspectives futures de l'OCDE. Nous approuvons pleinement les initiatives qui poussent à explorer attentivement les possibilités d'élargissement de l'OCDE et d'une coopération approfondie avec les pays non membres.

Enfin, la cinquième session, portant sur les politiques commerciales dans un contexte multilatéral et national, a lieu à un moment crucial dans les négociations sur la libéralisation des échanges dans le cadre de l'Agenda de Doha. Tout le monde s'accorde sur le fait qu'une issue positive aux discussions du round de Doha est importante, non seulement pour les Pays les Moins Avancés, mais aussi pour les pays membres de l'OCDE. De sérieux problèmes doivent pourtant être surmontés. Au cours de cette session, nous aurons l'opportunité de débattre des différents sujets liés à l'agenda de Doha et de promouvoir une issue positive. Comme le montre l'histoire, la libéralisation des échanges commerciaux n'est pas une menace à la stabilité sociale, mais au contraire, si elle est préparée et gérée avec soin, elle peut être facteur d'une croissance plus rapide et d'une plus grande prospérité.

Je suis sûr que cette réunion du Conseil au niveau des Ministres nous permettra de faire un pas de plus vers les solutions qui nous aideront à « assurer la prospérité » pour chaque citoyen du monde.